

Burundi : qu'est-ce qui fait tenir Nkurunziza ?

Jeune Afrique, 29 décembre 2015 Chez lui ou à l'étranger, les soutiens de Pierre Nkurunziza se comptent sur les doigts de la main. Pourtant, le chef de l'État ne paraît pas décidé à changer de cap et, à Bujumbura, les morts s'amoncellent. Le Burundi vient de franchir un nouveau palier sur l'échelle de l'horreur que semble gravir le pays depuis que le président Nkurunziza a décidé d'ignorer la Constitution et de s'offrir un troisième mandat.

Officiellement, l'attaque par des rebelles de trois casernes de Bujumbura, le 11 décembre au matin, et la chasse aux « insurgés » qui a suivi pendant plus de vingt-quatre heures auraient fait « 87 morts, dont 4 soldats et 4 policiers » à « » le colonel Gaspard Baratuza, porte-parole de l'armée, qui l'affirme. Mais la diffusion sur les médias sociaux de dizaines de photos de cadavres, certains les mains ligotées dans le dos et exécutés d'une balle dans la tête, jonchant les rues du quartier « contestataire » de Nyakabiga, fait craindre un bilan bien plus lourd. « Au moins une centaine de morts », assure le représentant de l'une des rares ONG encore présentes sur place. Sans oublier les dizaines de jeunes (au moins 200) rafles par les forces de l'ordre et qui, depuis, s'entassaient dans les locaux du Service national de renseignement (SNR). Une « situation de guerre civile » « Nous sommes, de fait et depuis plusieurs mois, dans une situation de guerre civile », prévient un ancien commissaire de l'ONU dans la région des Grands Lacs. Loin de faire retomber la tension, la réaction du chef de l'État en juillet semble avoir radicalisé les deux camps, entre un qui refuse que la légitimité de son passage en force soit remise en question et une opposition dont les différentes factions hésitent entre la négociation et la lutte armée. Depuis, les règlements de comptes sanglants se succèdent à travers le pays. Aux arrestations arbitraires et aux exécutions sommaires orchestrées par la police et les « supplétifs » Imbonerakure (la jeunesse du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie, CNDD-FDD, au pouvoir) répondent les assassinats ciblés, comme celui du général Adolphe Nshimirimana, l'homme de confiance et des basses œuvres du président, exécuté en pleine rue début août. Le tout dans un huis clos macabre où la rumeur et la désinformation régnaient en maîtres depuis le verrouillage des médias locaux indépendants, au lendemain du putsch raté du mois de mai. Le Burundi est aujourd'hui confronté au péril le plus grave depuis la signature des accords d'Arusha, en 2000. Et ce ne sont pas les petites phrases incendiaires aux relents ethnocistes instillées par la garde rapprochée du président qui vont apaiser les esprits. « Voyant que la situation lui échappe et qu'il n'arrive pas à exercer son pouvoir, Nkurunziza tente d'ethniciser une crise qui reste avant tout politique puisque son propre parti s'est divisé sur la question de sa candidature », analyse notre fonctionnaire onusien. Selon lui, la propagande nauséabonde utilisée par le régime n'a trouvé jusqu'à présent aucun écho dans la population. Il n'empêche : face à un pays bien que très fragmenté, commence à s'organiser, le chef de l'État ne se prive pas de « tirer les grosses ficelles passées » à l'expression est celle d'un diplomate en poste à Bujumbura à « pour conserver ce pouvoir bien mal acquis de l'armée. Cette régression historique établie autour d'un supposé « complot tutsi » vise surtout à resserrer bien davantage ces derniers temps. Débarrassés des frondeurs, dont la plupart ont pris le chemin de l'exil, Nkurunziza et ses fidèles ont repris la main sur le CNDD-FDD, et les Imbonerakure quadrillent le terrain pour relayer la parole présidentielle. Mais si la police, composée pour l'essentiel d'anciens maquisards, est fidèle au poste, l'armée d'Arusha et constituée sur les cendres encore fumantes de la guerre civile, semble aujourd'hui moins fiable, même après la purge des putschistes de mai et de ses éléments les plus perturbateurs. « Nous savons qu'il y a eu, ces derniers mois, de nombreux cas de désertions », confirme Carina Tertsakian pour Human Rights Watch (HRW). Des groupes se seraient formés dans les collines et seraient prêts à intervenir. Comme pourrait le confirmer l'attaque du 11 décembre. Il paraît clair, malgré l'échec de leur tentative, que les assaillants ont réussi, à un moment donné de leur vie, un entraînement militaire », constate un bon connaisseur du dossier. Venus, semble-t-il, chercher des armes dans les casernes, ils auraient été coordonnés depuis le Rwanda, où de nombreux officiers se sont réfugiés et pas que des Tutsis. « L'armée est un corps d'élite au Burundi ; elle est certes divisée, mais elle demeure multiethnique, pour un expert. L'opération pratiquée par le régime pour l'admission des cadets et la mise à l'écart des Tutsis ont été une véritable trahison. » Une mauvaise nouvelle pour Pierre Nkurunziza, qui ne peut plus appuyer sur l'ombre du général Adolphe pour garder le contrôle de ses troupes. Bien que lui aussi proche de longue date du président, son remplaçant est un homme fort du régime, l'actuel ministre de la Sécurité publique, le général Alain-Guillaume Bunyoni, est jusqu'à présent beaucoup plus discret. Nkurunziza a-t-il encore des soutiens ? Alors qu'une frange durable de l'opposition semble décidée à « rendre coup pour coup » à un État qui recourt lui-même le plus souvent à la force, Nkurunziza, tisonné par son quarteron de fidèles, hésite néanmoins à prendre le risque d'une fuite en avant. « Il doit retrouver ses esprits et arrêter de convoquer Dieu pour justifier ses actes », s'empare Pancrace Cimpaye, porte-parole du Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et la restauration d'un État de droit au Burundi (Cnared) principale plateforme d'opposition demande la reprise urgente des travaux de la médiation ougandaise, au point mort depuis août. « Il faut aller chercher Nkurunziza là où il est le plus faible, c'est-à-dire sur le terrain politique », insiste Pancrace Cimpaye. Les représentants du Cnared se sont rendus à Kampala mi-décembre pour déposer leur feuille de route. Mais la liste des décisions autorisées à représenter l'opposition, définie avant les élections et donc avant de la plateforme, début août, continue de poser problème. D'autant que la plupart de ses leaders font l'objet de menaces d'arrestation internationales lancées par Bujumbura. Les massacres de décembre pourraient bien avoir changé la donne et obliger Nkurunziza à rechercher une solution négociée. Surtout que ses soutiens se raréfient, au Burundi et à l'étranger. Jusqu'en juillet, la communauté internationale était très divisée sur la marche à suivre, observe l'ancien onusien cité plus haut. Mais depuis, il y a eu une prise de conscience et, aujourd'hui, la Russie et la Chine hésitent à mettre leur veto au Conseil de sécurité. Même les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) semblent prêts à taire leurs divergences. « Dans le contexte actuel, le Rwanda peut difficilement intervenir sans mettre de l'huile sur le feu, estime un diplomate international basé à Nairobi. Quant à la Tanzanie, qui soutenait Nkurunziza, elle a désormais un nouveau président et elle s'inquiète de l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés sur

Cela pourrait bien la pousser à se montrer plus prudente. » Pendant qu'ils rappelaient leurs ressortissants, les Occidentaux ont gelé la plupart de leurs programmes d'aide au développement. « Mais nous savons que la première victime de telles décisions reste la population », regrette notre représentant d'ONG, alors que, selon la Croix-Rouge, 30 % des Burundais sont aujourd'hui en situation de malnutrition chronique. Pour beaucoup, seul le déploiement d'un contingent de maintien de la paix peut ramener le calme. Sous la bannière des Nations unies ou de l'Union africaine ? Trop tôt pour le dire, mais l'UA a haussé le ton le 17 décembre en affirmant que « l'Afrique ne permettra pas un génocide sur son sol ». Dès le lendemain, elle votait le principe d'un envoi de troupes au Burundi. Par Olivier Caslin